Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité et la Sureté Maritimes et le Développement en Afrique

PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR OCEANS

SOMMET DE LOMÉ

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOMÉ, TOGO
DU 10 AU 15
OCTOBRE 2016

Mers et océans, facteur de renforcement de la coopération entre États

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°498 du 26 Septembre 2016

Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Fin de mission des Médiateurs des pays membres de l'UEMOA à Lomé:

Les liens de coopération avec le médiateur de la République togolaise se renforcent davantage

P.5

TOGO / LOCATION DES PROPRIÉTÉS FONCIÈRES :

La flambée des loyers à Lomé inquiète

P.4

Bilan à mi-parcours de l'OTR :

Henry GAPERI fait le point sur les différentes prouesses de l'institution

P.2

MOBILISATION AUTOUR DE LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ MARITIME :

Une obligation de résultats attendue du Togo et de l'Afrique toute entière

P.3

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT
8280
Anticorruption

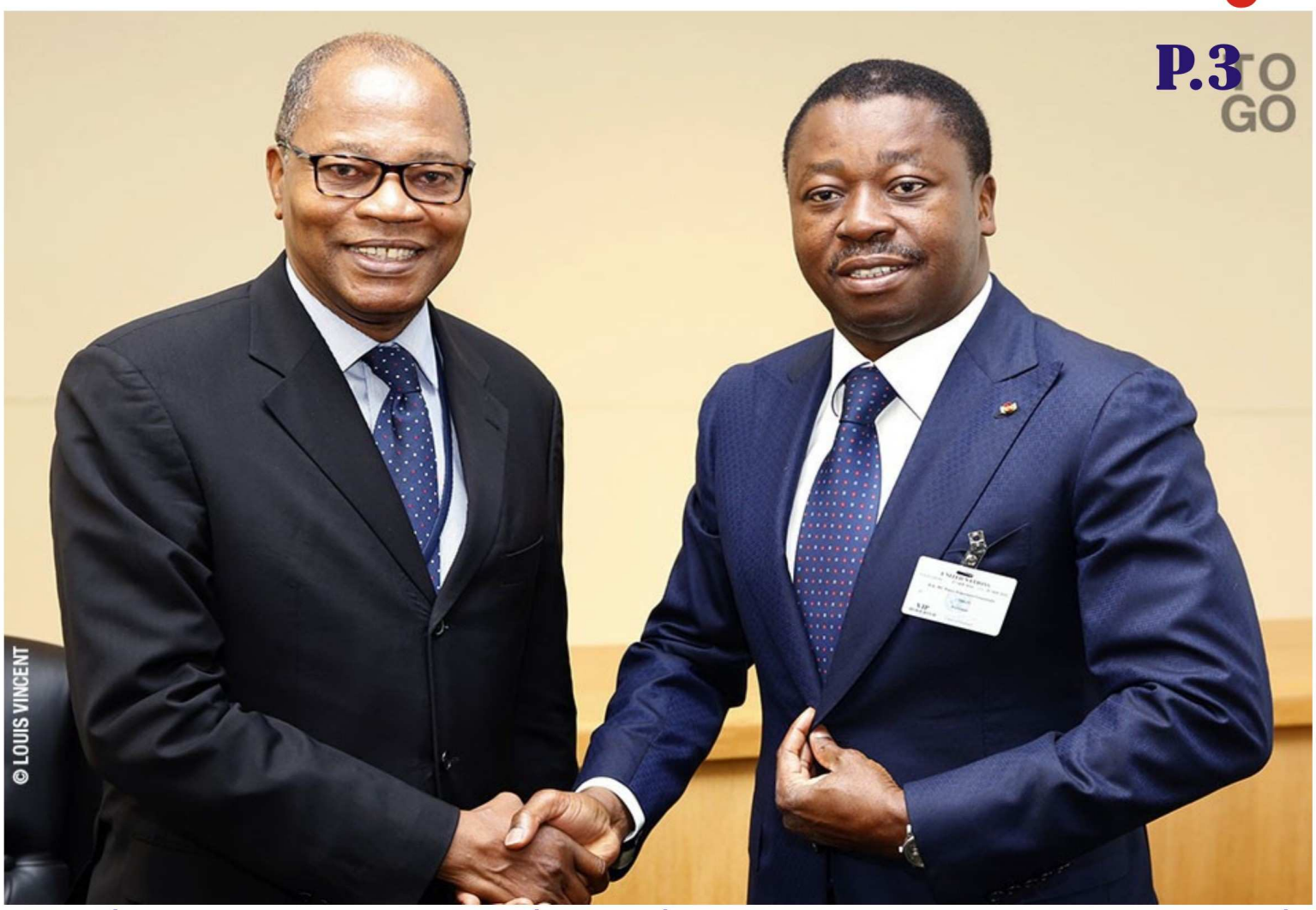
POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT
8201
Renseignements

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Sommet de l'UA sur la sécurité maritime

Les Nations Unies soutiennent le Togo

P.3



Poignée de mains entre Ibn Chambas (représentant spécial du SG de l'ONU pour l'Afrique) et Faure Gnassingbé

Journée mondiale du tourisme:

La 37e édition placée sous le signe d'une accessibilité universelle pour tous

P.4

Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre en charge du Tourisme

Bilan à mi-parcours de l'OTR :

Henry GAPERI fait le point sur les différentes prouesses de l'institution

Depuis l'opérationnalisation de l'Office Togolaise des Recettes (OTR) en 2014, le comité de direction, avec l'appui du gouvernement, n'a cesse œuvré pour renforcer les capacités opérationnelles de ladite institution. Des rencontres périodiques avec les directeurs et chefs de division ont été multipliées par le dit comité dans le but de faire une revue des activités pour un éventuel recadrage.

Fort de ce constat, le comité a organisé lundi dernier à la salle de conférence de la SAZOF un point de presse pour faire un bilan à mi-parcours. Dirigée par Henry GAPERI commissaire général de l'office, cette réunion qui n'est pas la première, a permis au comité d'amener les cadres supérieurs et autres de l'office à mieux se familiariser aux nouveaux outils de gestion et de lutte contre la fraude et la corruption qui sont d'actualité.

Outre la revue des activités, cette rencontre a permis à l'équipe dirigeante de l'institution de passer au peigne fin différents points qui sont liés au renforcement des capacités opérationnelles de l'office. Un renforcement qui se traduit par la formation du personnel au plan national et international. Le total au plan national, d'agents ayant pris part aux séminaires et ateliers de formation était de 2845 en 2014, 3651 en 2015 et 736 pour les six premiers mois de l'année 2016. Pour les formations de longues durées dans les institutions internationales, il y a eu 04 participants en 2014 ; 12 en 2016 et 33 pour les six premiers mois de l'année en cours.

La table d'honneur lors de la rencontre

Dans l'atteinte de ses objectifs, et toujours dans le cadre de la formation de son personnel, l'office envisage la création imminente d'un institut de formation professionnel des agents en E-Learning et aux métiers. Au plan logistique, le volet renforcement du parc matériel roulant n'est pas négligé, car de 157 véhicules à 60 motos sur les anciennes régies, ils sont passé à 70 nouveaux véhicules et 13 motos, dont cinq sont destinées au ministère chargé de la sécurité et de la protection civile dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite des produits pétroliers.

Sur le plan de l'amélioration des infrastructures, l'on note la réhabilitation et la construction de nouveaux locaux, la réfection des postes de douanes. Des innovations informatiques ont été aussi enregistrées avec l'utilisation de nouveaux logiciels qui ont facilité les opérations. Lutter efficacement contre la fraude et la corruption en apportant des services de qualité aux contribuables, tel est le rôle que s'est assigné cet office dans un souci de reforme. Les chiffres le démontrent. Les recettes collectées par l'OTR augmentent à un rythme évolutif. Il a été enregistré une hausse de 27,9 au niveau des recettes fiscales entre 2013 et 2015. Sur la période de 2013 à 2016, il est à noter une hausse visant à rendre des services de qualité aux contribuables, le renforcement du contrôle fiscal et de l'analyse des risques, la lutte contre la fraude et la corruption, sans oublier la rigueur dans le processus de collecte des recettes. Au regard des résultats atteints par l'office à ce jour, le commissaire général Henry GAPERI note un satisfécit par rapport au travail fourni.

Certes les activités au niveau de l'office selon le commissaire des douanes et droits indirectes ne sont pas tout à fait rose au vu des difficultés rencontrées qui sont liées entre autres, aux fluctuations des cours du dollar dans la chaine logistique des importations, à la résistance des contribuables lors des recouvrements, aussi à la floraison de contrebandes de toutes sortes et à la commercialisation des produits pétroliers et pharmaceutiques. Tout en restant confiant, le commissaire général rassure les uns et les autres que beaucoup d'efforts restent encore à faire pour atteindre les 575 milliards fixé comme objectif à atteindre en cette fin d'année 2016. Mais il faut avouer qu'une proportion de 49% de ce montant a été déjà atteinte à la fin de ce premier trimestre. Ce qui amène le commissaire général à réaffirmer que cet objectif sera bel et bien atteint d'ici la fin de cette année.

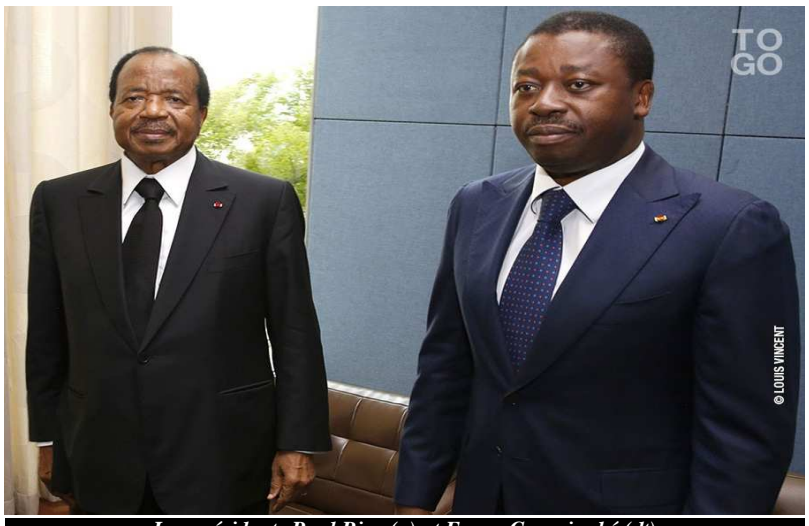
Notons que pour les 33% de recettes mobilisées par l'OTR dans son budget de fonctionnement, Henry GAPERI a clarifié l'opinion que c'est une fausse information qui circule.

Elom

Sommet de l'UA sur la sécurité maritime :

Les Nations Unies soutiennent le Togo

Le sommet d'octobre prochain à Lomé a le soutien de plusieurs pays et institutions internationales. Dans cette panoplie d'institutions se trouvent en bonne place les nations Unies. C'est dans cette optique que le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique, M. Ibn Mohamed Chambas, a exprimé le soutien de son institution à l'endroit du Togo.



Les présidents Paul Biya (g) et Faure Gnassingbé (dt)

Il l'a fait signifier vendredi dernier à l'issue d'un entretien à New York avec le président Faure Gnassingbé.

" Les Nations unies sont très intéressées par ce sommet. C'est une opportunité pour toute l'Afrique de définir une approche globale pour combattre la piraterie, non seulement dans le Golfe de Guinée mais en Afrique en général. Des résultats concrets sont attendus ", a indiqué M. Chambas.

Ce sommet qui réunira dans la capitale togolaise plus de 4000 délégués venus d'Afrique et d'ailleurs verra la participation des représentants de l'ONU qui ont d'ores et déjà témoigné leur engagement pour accompagner le Togo à faire de cette rencontre un succès. Dans le même ordre d'idées, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a conféré avec le président Camerounais Paul Biya, le même jour à New York. Il nous en souvient qu'en juin 2013, le Cameroun avait organisé un sommet sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, cette zone qui aujourd'hui est devenue l'une des régions du monde les plus touchées par la piraterie maritime, les trafics de tout genre et le banditisme.

Au sortir de ce sommet de Yaoundé et en application d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats de la CEDEAO et de la CEEAC avaient pris l'engagement de mettre en place une stratégie régionale et collective pour lutter contre la piraterie maritime et les vols à main armée dans les eaux territoriales.

Poignée de mains entre Ibn Chambas et Faure Gnassingbé

Trois ans après ce sommet tenu au Cameroun, le Togo se prépare intensément pour abriter le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA avec pour objectif de pouvoir parvenir à l'adoption d'une charte juridique contraignante à l'issue de cette conférence internationale. Ces sujets ont été au centre des échanges au siège des Nations Unies à New York entre le président Faure Gnassingbé et son homologue camerounais, Paul Biya. Selon les informations, le sommet de Lomé s'inscrit dans la droite ligne des recommandations de Yaoundé et les Etats africains entendent s'armer contre les menaces de la piraterie et les trafics sur le commerce maritime.

Au regard de tout ce qui précède, les soutiens à l'endroit du Togo dans le cadre de ce sommet sont multiformes et les autorités se mobilisent énormément pour gagner le pari.

La Rédaction

Mobilisation autour de la conférence sur la sécurité maritime :

Une obligation de résultats attendue du Togo et de l'Afrique toute entière

Tout se confirme pour la tenue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA sur la sureté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique qui aura lieu dans la capitale togolaise du 10 au 15 octobre prochain.

Au vu de la mobilisation autour de cet évènement de grande envergure, il est à parier que la réussite est garantie à tous les niveaux. Tout le gouvernement, et en premier lieu le chef de l'Etat, est déterminé à assurer un succès à cette rencontre qui réunira à Lomé 4000 participants. Mais avant tout, la réussite de cette rencontre ne saurait être une affaire personnelle du chef de l'Etat Faure Gnassingbé ou d'un quelconque parti politique mais une préoccupation de tout le Togo et de l'Afrique toute entière. La mobilisation de tous s'avère donc nécessaire car en filigrane, c'est le Togo et l'Afrique qui se trouveront hissés dans le firmament du développement de l'économie bleue.

Du côté des autorités togolaises, l'engagement est visible au regard des actions diverses que le gouvernement multiplie dans les perspectives de cette conférence internationale.

C'est dans le même sillage qu'en début de ce mois, le Haut Conseil pour la Mer, sous les auspices du président Faure, a tenu sa réunion annuelle au cours de la laquelle d'importantes décisions liées à ce sommet ont été prises. Il en est de même pour des tournées de sensibilisation effectuées par quelques émissaires du gouvernement auprès des populations togolaises pour leur expliquer les enjeux et les défis à relever au cours de ce sommet de Lomé.

Les journalistes Togolais ne sont pas du reste. Pour témoigner leur soutien aux dirigeants Africains dans la vulgarisation des thématiques inhérentes à cette rencontre, il a été créé un réseau dénommé JASéMa, Journalistes Africains pour la Sécurité Maritime. Au regard des enjeux que représente ce sommet, les journalistes ont organisé un atelier de formation du 13 au 15 septembre dernier à Kpalimé pour permettre aux médias de renforcer leur capacité en matière de sureté et de sécurité maritime.

Ceci permettra de définir les contours et le rôle qu'ils sont les siens dans le cadre de cet évènement très capital pour le Togo et l'Afrique dans son ensemble.

Le degré de mobilisations autour de ce sommet n'est plus à démontrer. La session ordinaire des ministres de la justice des pays membres de l'UA, suite aux travaux du Comité technique spécialisé (CTS) de la justice et des affaires juridiques de l'Union Africaine a eu lieu à Lomé le vendredi 09 septembre dernier.

Aux termes de cette assise, un projet de charte dénommé " charte de Lomé " a été adopté et sera soumis à la signature et à l'adoption des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine lors de ce sommet extraordinaire de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique.

A Washington où le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, sous l'autorité avisée du président Faure Gnassingbé, a participé à la conférence internationale " Our Ocean ". Des décisions non des moindres liées au sommet de Lomé y ont été prises. Le secrétaire d'Etat Américain John Kerry avait également indiqué combien il était nécessaire de protéger les océans au même titre que le climat. Pour le ministre Dussey, l'espace marin, en Afrique, constitue une aire de développement économique. La mobilisation de tous les acteurs pour la réussite de cette rencontre est donc perceptible.

Ceci nous amène à dire sans risque de se tromper que, la réussite du sommet dépendra avant tout de la mobilisation de tous les dirigeants Togolais, Africains et toutes les populations du continent noir en général.

A l'issue de cette conférence internationale, la réussite ne serait pas à mettre du président Faure Gnassingbé mais de toute l'Afrique qui aura désormais un repositionnement dans le concert des nations.

N.O

Journée mondiale du tourisme:

La 37e édition placée sous le signe d'une accessibilité universelle pour tous

Demain mardi, le monde entier célèbre la 37e édition de la journée mondiale du tourisme dont le thème de cette année s'intitule : " Promouvoir l'accessibilité universelle en faveur d'un tourisme pour tous ". Le tourisme revêt à ce jour d'une importance capitale aussi bien sur le plan socio-culturel, économique que politique. L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), en instituant le 27 septembre comme journée mondiale du tourisme depuis 1979 vise ainsi à promouvoir un regain de conscience des peuples vis-à-vis de cette importance capitale du tourisme dans le monde.

Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre en charge du Tourisme

Le thème retenu cette année n'est pas fortuit. Il rappelle à tous les pays membres de l'OMT, la nécessité de créer toutes les ouvertures possibles afin que l'exploitation et la pratique du tourisme soient accessibles à tous. Il faut indiquer également que cette préoccupation de l'OMT qui est une agence de l'Organisation des Nations Unies, s'inscrit dans les objectifs du développement durable contenus plus précisément à son chapitre 16 où il est question de promouvoir les sociétés justes , paisibles et inclusives étant entendu que le tourisme est un facteur de paix, de solidarité et de cohésion sociale.

Ce rôle multiforme que joue le tourisme dans la vie d'une société oblige en effet chaque acteur concerné à s'impliquer activement dans la réussite de ce secteur dans notre pays. Le rôle des hôteliers, des restaurateurs et des agents de voyage occupe à cet effet une place primordiale. Ils ont le devoir de proposer constamment à la clientèle nationale des prix étudiés de leurs prestations, les weekends, les jours fériés ou les jours de fêtes traditionnelles dans notre pays. Cette pratique pourra ainsi contribuer à encourager le tourisme au niveau national.

Depuis quelque temps, l'organisation des colonies de vacances qui ont lieu chaque année avec les élèves du secondaire permet aussi de cultiver chez les jeunes apprenants le goût du tourisme sur le territoire. Cette initiative du ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi, bien qu'elle soit à parfaire reste un maillon non négligeable dans cette chaîne de la politique touristique de notre pays.

De toute évidence, les voyages ont toujours été pour les humains une occasion particulière de nouvelles découvertes et d'ouverture d'esprit. Ce sont des opportunités d'inspirations, de culture personnelle et de visions nouvelles dans l'existence de l'homme. C'est en cela qu'aucun effort ne doit être négligé lorsqu'il s'agit de promouvoir le tourisme.

Sur le plan économique, les dernières statistiques de l'ONU montrent avec chiffres à l'appui que le tourisme apporte une part belle à la santé économique des pays membres de l'OMT.

Seulement en 2015, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a engendré plus d'un milliard de nos francs et les prévisions précisent que cela peut s'élever au-delà de deux milliards d'ici 2030. Les mêmes sources précisent que les recettes du tourisme intérieur des pays membres, bien qu'elles soient plus importantes ne sont pas prises en compte dans ces estimations ci-mentionnées.

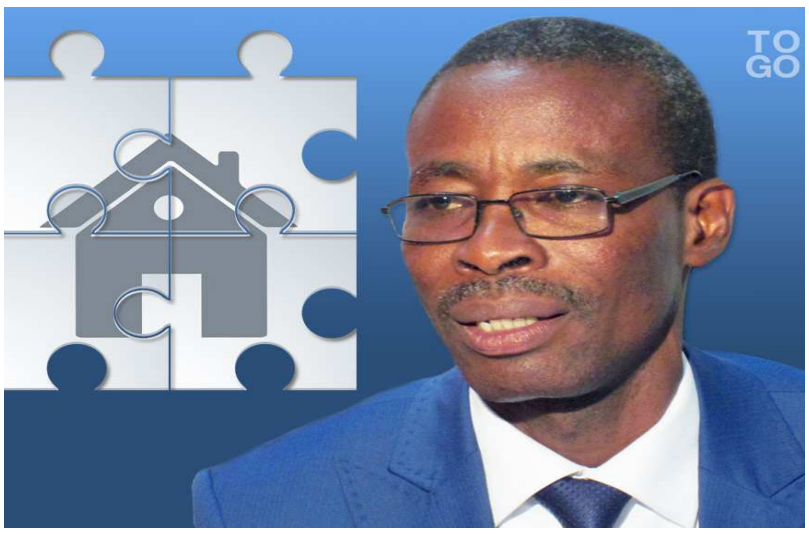
Au Togo, il revient aussi aux organismes sociaux d'orienter davantage leurs interventions vers l'accès aux vacances pour tous, notamment pour les jeunes. Il n'en demeure pas aussi moins vrai qu'à travers ces aventures touristiques à l'interne, l'apprentissage de la solidarité et de la citoyenneté, le ressourcement, l'esprit de la tolérance et de brassage de culture restent les valeurs éducatives capitales à inculquer aux jeunes excursionnistes.

La Rédaction

Togo / Location des propriétés foncières :

La flambée des loyers à Lomé inquiète

Les prix de location de chambres de maisons et d'appartements s'augmentent à un rythme des humeurs des propriétaires des biens immobiliers dans notre pays et plus particulièrement dans la capitale. Le plus souvent, les propriétaires de maisons avancent comme raison, la cherté de la vie pour justifier leur décision. Mais il se pose un réel problème quant au déséquilibre qui s'installe entre le pouvoir d'achat des locataires et l'allure que prend la flambée des loyers. Dans cette chaîne commerciale, il se fait que ce sont les consommateurs qui en pâtissent.



Fiatouwo Sessénou, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat

Lorsqu'on se met dans l'exercice d'une comparaison entre les loyers des dix dernières années et ceux d'aujourd'hui, on se rend compte que la différence contraste avec le pouvoir d'achat de ceux qui sont appelés à supporter le lourd fardeau des prix de location des chambres et appartements.

Dans un passé récent, à Lomé, une pièce coûtait en moyenne 5000 francs ; une chambre salon, 8.000 ou 10.000 francs et deux chambres salon, 18000 ou 20000 francs. Mais à ce jour, il devient très rare de trouver même une pièce à 10.000 francs dans plusieurs quartiers de Lomé et même dans les banlieues. La chambre salon se loue présentement à 18000 francs et à 15.000 francs au minimum par endroit.

Pour pouvoir trouver deux chambre-salon, tout demandeur doit s'attendre à payer entre 35.000 et 40.000 francs par mois. Mais lorsqu'on parle de location immobilière avec W.C douche internes, selon les termes des démarcheurs, les prix deviennent insupportables. Une chambre salon avec W.C. douche internes vaut au minimum 30.000 francs et 35.000 francs par endroit. On ne dirait pas que c'est à la même population toujours en proie à un pouvoir d'achat dégringolant que sont destinés ces contrats de bail.

La plus difficile des équations à résoudre réside dans l'avance de loyer exigée en guise de garantie. Ces avances sur loyers qui se situaient entre trois et six mois à l'époque vont actuellement au-delà de 12 mois. Il n'est pas aussi rare de trouver certains propriétaires de maisons exiger 18 ou 24 mois d'avance. Tout calcul fait, un demandeur d'une pièce doit être en mesure de verser au préalable 120.000 francs au propriétaire de maison avant d'avoir accès à la chambre. Précisons que dans la capitale, ce sont le plus souvent les étudiants, les apprentis et les jeunes à la recherche d'un emploi fixe qui louent souvent une pièce, exception faite à certains couples avec enfants qui continuent de vivre dans une pièce pour faute de moyens financiers. Quant à ceux qui sollicitent une chambre salon, il leur faut au minimum 180.000 francs pour l'avance sur loyer et 300.000 francs au moins pour les demandeurs de deux-chambres salon.

A tout cela s'ajoute les frais supplémentaires que réclament des démarcheurs intraitables. En plus des frais de déplacement, il faut forcément leur verser une commission équivalant à un mois de loyer.

A l'analyse de tout ce constat, on se demande de quels moyens dispose un jeune sans emploi pour parvenir à se faire loger à Lomé dans ces conditions avant de chercher de quoi vivre. Quant aux étudiants, tout le fardeau repose sur les parents hors de la capitale puisque les cités ne sont pas à même aujourd'hui de répondre au problème de logement des étudiants. Naturellement, ces conditions de logement sont à régler avant de faire face aux frais d'inscription et de scolarité sur le campus universitaire. Evidemment, il n'y a plus de doute que l'université n'est plus vraiment faite pour les pauvres.

Les fonctionnaires togolais n'ont pas eux aussi moins de problèmes que les étudiants et chômeurs. A cause du poids de leurs charges qui les abattent déjà, ils éprouvent de sérieux ennuis à pouvoir s'acquitter convenablement de leur loyer sans contracter des prêts dans leur banque.

Au Togo, il n'est plus un secret pour personne que la grande majorité des fonctionnaires vivent sous prêt. Ils le font ainsi, soit pour s'acheter un moyen de déplacement et éponger leur

Suite à la page 5

Nouvelle OPINION
Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Diretceur de Publication:
El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
Agbékponou Junior

Rédacteurs :
Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:
La Colombe

Tirage :
2.000 exemplaires

Fin de mission des Médiateurs des pays membres de l'UEMOA à Lomé:

Les liens de coopération avec le médiateur de la république togolaise se renforcent davantage

Le 18 septembre dernier Lomé la capitale a abrité une mission d'appui de l'Association des Médiateurs des pays membres de l'UEMOA qui était aux côtés du médiateur de la république togolaise. Une réunion préparatoire de la conférence sur les dysfonctionnements des systèmes éducatifs dans l'espace UEMOA, et du séminaire de formation sur le thème " civisme et médiation institutionnelle dans l'espace UEMOA " ont été les points sensibles qui ont fait objet de la mission.

La table d'honneur lors de la rencontre

Pour rendre public les résultats de ces travaux, une conférence a été organisée le vendredi 23 septembre dernier au siège de l'HCRRUN. Composé des médiateurs du Benin, du Burkina Faso, de la Cote d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, cette rencontre avec les professionnels des médias a été ouverte par le représentant du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République.

Créée le 29 octobre 2008 à l'issue de l'Assemblée Générale Constitutive tenue à Ouagadougou au Burkina Faso, cette association sous régionale a pour but de favoriser l'approfondissement de l'Etat de droit, l'intégration régionale et sous-régionale par le développement des relations entre les institutions qui, dans les pays membres de l'UEMOA, quelles que soient leurs appellations, ont dans leurs attributions, compétence d'exercer la médiation institutionnelle. D'où l'engagement personnel du Président de la République Faure GNASSINGBE à faire de la médiation une voie privilégiée de résolution des conflits au Togo.

Une ferme volonté de soutenir, les actions de l'Association des Médiateurs des pays membres de l'UEMOA, en vue de promouvoir la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme et celui de la défense du citoyen. La marche vers une démocratie idéale reste aujourd'hui l'une des préoccupations du Chef de l'Etat, d'où la nomination en décembre 2014 de Mme Awa NANA DABOYA comme médiateur de la république.

Cette nomination qui est une manifestation de la volonté politique, qui a été aussi appuyée par les organisations partenaires que sont l'AMP-UEMOA et de l'engagement de l'OIF.

Pour les travaux de Lomé, le gouvernement togolais se félicite de cette belle initiative dont l'importance n'est plus à démontrer, eu égard aux perturbations dans les systèmes éducatifs, la baisse généralisée de niveau des apprenants et la récurrence des actes inciviques qui s'observent au niveau des pays de l'UEMOA.

Kodjovi

Amélioration de la santé des populations et du binôme mère-enfant :

L'OMS, l'UCPO, et l'UNFPA engagés à accélérer la mise en œuvre des interventions relatives à la planification familiale

Le 20 septembre dernier, il a été organisé à l'hôtel Santa Maria une consultation régionale sur la délégation des tâches dans l'offre de services de SR/PF et sur l'harmonisation de la nomenclature et l'ancrage des directions en charge de la santé, de la reproduction et de la planification familiale. Conjointement organisé par l'OMS, l'UCPO, et l'UNFPA pour appuyer les neufs pays à renforcer et à améliorer les efforts en cours, en vue de booster l'accès et l'utilisation des services de planification familiale à travers la délégation et le partage des tâches, cet atelier a été ouvert par le Secrétaire Général du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale.

Photo de famille des participants

La santé maternelle constitue de nos jours un gage de développement car elle augmente la productivité du pays. Mais malheureusement, elle est confrontée à des difficultés énormes qui empêchent de réduire les taux élevés de mortalité et de morbidité et de suivre la tendance demandée par les OMD dont la fin de l'échéance pour la réduction n'est que de 1,1 % pour l'Afrique au sud du Sahara.

En effet il est établi que si les besoins en planification familiale étaient comblés, l'on assisterait à une réduction de 70% des grossesses non désirées, et que la mortalité maternelle serait réduite de 67% et celle néonatale de 77%. C'est ainsi que depuis plus de trente ans l'USAID, l'UNFPA et l'OMS ne cessent de travailler en collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires en Afrique pour améliorer l'accès des populations à la santé sexuelle et reproductive y compris la planification familiale.

Une initiative qui est aussi appuyé par les pays qui ont jugé nécessaire de concentrer le peu de ressources dont ils disposent sur les pratiques de la planification familiale, les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence dont les taux de réduction de la mortalité maternelle sont respectivement de 25 et de 30%.

Le Secrétaire général du Ministère de la Santé a estimé qu'une harmonisation entre tous les pays s'avère important pour permettre une parfaite compréhension à chaque fois que tous les pays se réunissent pour des activités communes ou au cours des visites d'échanges.

Mais il a rappelé que pour arriver à cette harmonisation dans la sous-région il faudrait que les experts de tous les programmes et directions sectorielles se réunissent avec l'accompagnement des partenaires qui ont une ouverture holistique des programmes de santé dont la tête de file reviendra à l'OMS.

AGBE

Togo / Location des propriétés foncières :

La flambée des loyers à Lomé inquiète

Suite de la page 4

ardoise de dettes cauchemardesques, soit c'est pour s'acheter un lopin de terrain et bâtir une maison à tout prix avant de mourir. Cette vie du fonctionnaire togolais le paralyse sérieusement et lui rend la vie assez difficile lorsqu'il est surtout appelé à débourser des sommes d'argent supplémentaires pour la location d'un local accompagnée d'une avance exorbitante qu'exigent les propriétaires de maisons.

Il suffit d'un petit mauvais saut d'humeur de la part du propriétaire de maison pour qu'un matin, on vienne vous dire que le loyer est augmenté de 5000 francs sans négociation. Et par faute de moyens pour réunir les fonds d'une nouvelle avance de loyer ailleurs, le locataire se contente d'avaler la couleuvre malgré lui.

C'est ainsi que d'année en année, les prix de la location des propriétés foncières flambent sans aucune raison valable au grand dam des autorités. L'autre contraste, c'est justement le fait que ce soit les vielles habitations du centre ville qui coûtent les yeux de la tête alors que c'est ceux qui ont bâti plus récemment leur maison sur des terrains plus coûteux qui devraient faire de la surenchère.

Enfin, ce qui fâche le plus dans ces mésaventures de contrat de bail s'explique par le caractère indécent des maisons mises en location. Très peu de celle-ci disposent des cuisines. Même l'état des sanitaires sont souvent déplorables. Certaines chambres mises en location coulent à flots en saison pluvieuse au moment même où le propriétaire décide d'augmenter le loyer sans jamais penser à la réfection du toit.

Face à cette triste réalité, le seul espoir des populations est désormais tourné vers les autorités compétentes. Tous les citoyens attendent de celles-ci l'élaboration rapide d'un code foncier promis depuis des années en vue de son application.

Ce code suivi de son application et la mise en œuvre d'une politique véritable de logements sociaux pourront dans la moindre mesure réduire les peines des Togolais dont les désespoirs sont à leur paroxysme à cause de la tournure que prend le loyer à Lomé et dans les villes du pays.

Apo

LOMÉ, TOGO
DU 10 AU 15 OCTOBRE 2016

LUTTER contre le **terrorisme**,
sécuriser nos côtes.

PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR
OCEANS

Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité et la Sureté Maritimes et le Développement en Afrique

SOMMET DE LOME
15 OCTOBRE 2016
LOME TOGO

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Bilan des activités de la 5ème édition de la Foire Adjafi :

Un satisfécit noté par l'ensemble des acteurs et des perspectives envisagées pour l'édition 2017

Aux termes des activités de la foire Adjafi dénommée foire des jeunes entrepreneurs, qui est rentrée dans l'histoire depuis le 13 septembre dernier, les premiers initiateurs ont organisé le jeudi 22 septembre dernier à la salle de conférence de la SAZOF un cocktail bilan suivi de remise des récompenses. Etaient présents, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture de l'élevage et de l'hydraulique représentant le Colonel Ouro Koura Agadazi, le vice-président de la chambre du commerce, le directeur de la jeunesse ainsi que d'autres personnalités. On notait également la présence des étudiants de l'ESA-UL, d'ISM ADONAI, d'ESAG NDE ainsi que les prestataires et exposants.

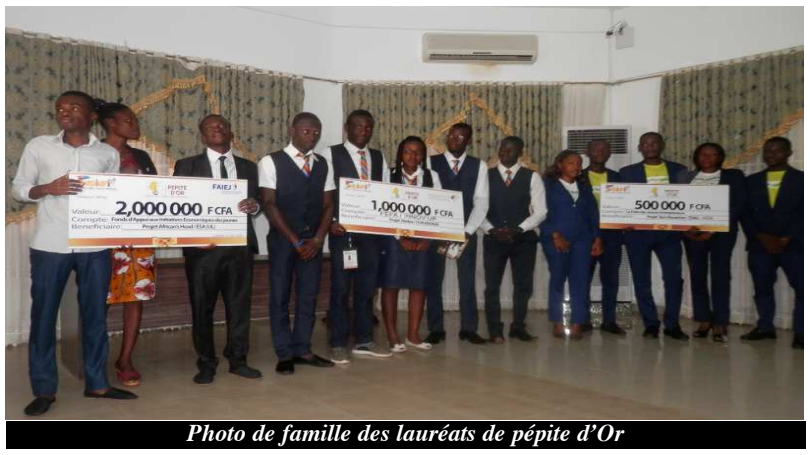


Photo de famille des lauréats de pépite d'Or

Après cinq années de ferme engagement dans la promotion des initiatives de jeunes, de révélation des meilleurs et de diffusion de l'esprit d'entrepreneurial, la foire Adjafi est devenue un grand évènement qui est enfin rentrée dans la tradition des Togolais et qui bientôt va s'étendre au niveau de la sous-région. La 5ème édition de cette année a enregistré presque 1200 exposants (responsables plus collaborateurs), 271 représentants des entreprises venus de 6 pays de l'UEMOA et un total de 256 stands au lieu de 250 prévus.

Au niveau de la mobilisation des acteurs, les initiateurs se disent satisfaits de l'objectif qui a été atteint même si les 200 000 visiteurs annoncés au départ n'ont pas répondus présents. 132000 personnes ont été enregistrées au cours de cette 5ème édition soit 7300/jours. Sur le volet renforcement de capacité, différentes communications et conférences thématiques liées à la compétitivité des entreprises de jeunes, à la promotion des PMI-PME, aux mécanismes d'accès aux financements et aux débouchés ont été aussi un succès.

Des révélations de talents et de diffusion de l'esprit entrepreneurial ont été enregistrées lors des concours pépite d'or (valorisation des produits locaux) et panier vert (faire découvrir la cuisine togolaise). Pour le prix pépite d'or, ce sont les étudiants d'ESA-UL qui ont occupé la première place avec comme produit la fabrication d'un vin togolais à base des fruits locaux, le deuxième prix est revenu aux étudiants d'ISM ADONAI qui ont sorti le Mielké (miel) et enfin le troisième prix est allé aux étudiants d'ESAG NDE. C'était une occasion pour le promoteur de cette foire Adjafi de remercier et de féliciter le gouvernement pour son appui et tous les partenaires et artistes qui ont accompagné l'évènement pour sa réussite durant ces 19 jours.

En terme de perspectives l'édition 2017 prévoit comme thème " l'agro-industrie, un secteur à fort potentiel économique dans l'UEMOA ". Une édition qui renforcera la synergie d'action, l'esprit de réseau et de partage de bonnes pratiques entre jeunes entrepreneurs de la zone UEMOA. Elle permettra de renforcer davantage le partenariat avec la CCIT et le CCR-UEMOA dans le but d'accroitre les capacités d'accompagnement de la foire en tant que plateforme régionale de visibilité et de promotion des entreprises de dans l'UEMOA.

Pour cette édition 2017 le promoteur a prévu également d'initier des universités Adjafi, des stages, des formations pratiques sur le site de la foire en vue de donner des opportunités aux étudiants de toucher du doigt les réalités du terrain.

Junior

Sécurité maritime et développement en Afrique :

La Chine engagée aux côtés du Togo

Dans trois semaines, Lomé abritera le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA sur la sécurité, la sureté maritime et le développement en Afrique. Dans le cadre de cette rencontre de grande envergure, nombreux sont les pays qui soutiennent le Togo, pays organisateur pour la réussite de la rencontre, à l'instar de la Chine. En fin de semaine dernière, le pays de Xi Jipimg a procédé à la remise de dons au Togo.

Des bus offerts par l'Ambassade de Chine au Togo

C'est un lot composé de 21 ordinateurs de bureau, 60 ordinateurs portables, 50 ordinateurs de table, une photocopieuse, 10 imprimantes, 34 machines de fax, 5 téléviseurs, une caméra, 4 climatiseurs, 12 motos, 60 imprimantes Laser, 10 copieurs, consommables pour imprimantes et copieurs en plus 5 bus de 24 à 29 places.

Ces lots ont été réceptionnés par le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, M. Robert Dussey, en présence de l'ambassadeur de Chine au Togo, M. Liu Yuxi dans les locaux dudit ministère.

Lors de la cérémonie de remise de ce lot, le chef de la diplomatie togolaise s'est félicité de l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre la Chine et le Togo. Il a, par la même occasion, salué l'engagement de la Chine aux côtés du Togo.

M. Liu Yuxi quant à lui, s'est réjoui du choix opéré par l'UA dans l'organisation de cet important sommet de Lomé. " L'Union Africaine a fait un meilleur choix en organisant ce sommet à Lomé, car Lomé est déjà devenu, avec son port en eau profonde, l'une des plus importantes villes côtières de l'Afrique de l'Ouest ", a déclaré le chef de la diplomatie chinoise.

L'Ambassadeur de Chine au Togo a également exprimé l'engagement de son pays à accompagner l'Etat togolais tout en se félicitant de la bonne coopération qui existe entre son pays et le Togo. Il a indiqué l'entière disponibilité de la Chine à travailler main dans la main avec le Togo pour un bon déroulement du Sommet. Le coût global de ce don est estimé à 500 millions de F CFA soit 800 000 dollars US.

Nouvelle Opinion

COMMUNIQUE DE TOGO CELLULAIRE

A L'attention des Points de Vente de TOGO CELLULAIRE

TOGO CELLULAIRE organise un programme dénommé «CHALLENGE 2016» du 1er au 30 septembre 2016 en vue de récompenser les meilleurs Points de Vente de Lomé et de l'intérieur du pays.

Les Points de Vente lauréats gagneront jusqu'à 35 000 FCFA et des gadgets (Polos, T shirt et Casquettes) par semaine.

Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter le 888.

LA DIRECTION GENERALE

RESULTATS DES PDV DU « CHALLENGE 2016 » SEMAINE du 1er au 06 Septembre 2016

A. A Lomé

MSISDN	RECOMPENSES T-MONEY	GADGETS POLOS	GADGETS T-SHIRTS
92751188	12 417	1	1
92751335	8 070	1	1
93300300	11 341	1	1
90407961	6 238	1	1

B. A L'intérieur

MSISDN	RECOMPENSES T-MONEY	GADGETS POLOS	GADGETS T-SHIRTS
92795405	18 935	2	2
92793158	19 176	2	2
92791919	8 494	1	1
92784501	8 395	1	1
92787870	7 718	1	1
92795480	6 219	1	1
92841065	6 053	1	1
92783016	8 610	1	1
92847225	3 887	1	1
92837251	3 238	1	1
92785741	3 225	1	1
92833832	3 600	1	1
92789442	3 493	1	1
92783811	2 725	1	1

COMMUNIQUE DE TOGO CELLULAIRE

A L'attention des Vendeurs Motorisés de TOGO CELLULAIRE

TOGO CELLULAIRE organise un programme dénommé «CHALLENGE 2016» du 1er au 30 septembre 2016 en vue de récompenser les meilleurs vendeurs mobiles de Lomé et de l'intérieur du pays.
Les vendeurs mobiles lauréats gagneront jusqu'à 50 000 FCFA par semaine.

Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter le 888.

LA DIRECTION GENERALE

RESULTATS DES VM DU « CHALLENGE 2016 » SEMAINE du 1er au 06 Septembre 2016

A. A Lomé

NUMERO VM	RECOMPENSES T-Money
90409708	40 000
92070434	30 000
92070432	30 000
92072420	40 000
92070463	30 000
92072443	30 000
92820228	20 000
92070430	20 000
92070473	20 000
92072441	20 000
92072429	20 000
92070479	20 000

B. A L'intérieur

NUMERO VM	RECOMPENSES T-Money
92072334	40 000
92072335	30 000
92072327	30 000
92820151	40 000
92820146	40 000
92072303	40 000
92072312	40 000
92072308	40 000
92072338	30 000
92072339	30 000
92072307	30 000
92072311	20 000
92072389	20 000
92072318	20 000

REMERCIEMENTS :

La famille AMEGANVI d'AGBODJI à ANEHO.

La famille AGBOH AHOUELETE de LOME et de VOGAN.

Les enfants, petits-enfants, cousins, cousines, neveux et nièces de la défunte

Les familles parentes, alliées et amies

Très profondément touchées par les marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du rappel à Dieu de leur très chère et regrettée :

Noble Dame AMEGANVI-KANGNI Adakou Lucie, épouse AGBOH AHOUELETE Agent technique de Santé à la retraite

Seigneur le 07 août 2016 à Lomé dans sa 75è année et inhumée le 09 septembre 2016 au cimetière de Bè-Kpota.

Dans l'impossibilité de vous toucher individuellement, vous renouvellent leurs sincères remerciements et prient le Tout-Puissant de vous rendre au centuple tous vos bienfaits

Pieusement endormie dans le

Lomé reçoit l'Afrique en octobre

PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR

OCEANS

LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

"Rendons notre Ville Propre et Accueillante"

Ce message est offert par le Consulat de Slovaquie.